

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 251
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
8 au 21 octobre 1977

Pour que ce soit le prolétariat qui sorte de sa crise, non le capital !

La « rentrée » d'automne présente deux caractéristiques qui n'avaient, pour nous, rien d'imprévisible, et qu'on voit aujourd'hui relevées à l'échelle mondiale par les bourgeois eux-mêmes. La première est que, en dépit de tous les pronostics officiels, la machine productive

D'une part, tout ce que l'opportunisme s'était engagé à assurer au capital a été obtenu — comme le démontrent les bilans même officiels des plans gouvernementaux : accroissement de la durée du travail en Italie (grâce à la suppression de jours fériés, à la lutte contre l'absentéisme, aux heures supplémentaires) ; coup de frein sur les salaires « atteint plus tôt que prévu » en France (Le Monde du 20-9-77) ; augmentation de la productivité, par l'accélération des cadences, l'intensification du travail et l'emploi de moyens techniques plus efficaces.

D'autre part, tout ce que l'opportunisme avait promis en échange à la classe ouvrière a été démenti et continue de l'être. Le niveau de l'emploi a baissé, et l'on annonce déjà une nouvelle baisse considérable. Le salaire réel est rogné de jour en jour par le coût de la vie qui ne cesse de grimper. La pression du despotisme du capital dans l'usine et hors de l'usine ne cesse de croître. Est-il concevable qu'il existe un remède, même temporaire, à une situation si clairement définie dans ses traits dominants, quand le mal n'est pas seulement français, italien ou espagnol mais, même si c'est

ne tourne qu'avec peine et dans l'essoufflement, et ne manifeste guère la vigueur qu'on lui avait prédite dans sa convalescence. La seconde caractéristique peut être résumée par deux réalités, en apparence seulement opposées.

dans des proportions variables, mondial ? Il est bien certain, au contraire, que, malgré les facteurs secondaires qui peuvent les masquer, les contradictions accumulées devront exploser.

Le prolétariat ne pourra pas ne pas réagir à ce cours historique auquel la classe dominante se prépare, elle, avant tout en blindant toujours plus son appareil répressif et policier, caché sous les guirlandes de la démocratie pluraliste. Sans préjuger de la rapidité de ces réactions ouvrières, ce n'est pas pour nous seulement un espoir, mais une certitude. Et celle-ci ne se fonde pas uniquement sur le fait brut de l'aggravation, partout, des conditions de vie des travailleurs (quand ils ont du travail...), mais, avant tout, sur un processus qui se dessine nettement dans des pays, comme l'Italie, où l'opportunisme s'est « compromis » ouvertement au niveau de l'Etat : usure de l'opportunisme politique et syndical, écroulement des mythes réformistes, fossé qui s'élargit entre la base prolétarienne et les appareils des confédérations et des partis « ouvriers », et qui est révélé non seulement par des épisodes actifs de lutte « sauvage » mais par la colère

DANS CE NUMERO :

- Le vieux piège de l'« unité » (la LCR et la querelle PC-PS)
- Eurocommunisme et réformisme
- Travailleurs immigrés : contre le renforcement du contrôle
- Notes internationales : Pologne, Algérie.

sourde et l'irritation « passive » qui couvent parmi les travailleurs.

C'est l'autre face de cet automne : c'est sur la base de cette réalité de fait que nous nous mettons au travail avec une application accrue, avec la conviction profonde que nous sommes en train de sortir, lentement certes, du creux de la contre-révolution, et que mûrissent les prémisses non d'une « saison chaude », mais de tout un cycle historique brûlant.

(suite page 3)

Le PC, en réserve de la République ?

De même que la querelle des nationalisations nous a servi à préciser les fonctions spécifiques des partis de gauche, l'actuelle rupture des négociations, elle aussi étalée non sans emphase publicitaire, nous pousse à rappeler le terrain et l'enjeu des accords comme des rivalités entre les diverses forces de l'adversaire, la classe bourgeoise et ses valets.

En effet, la querelle des nationalisations n'est qu'une querelle pour la galerie. La divergence entre le PC et le PS tient en ceci : dans les filiales appartenant aux groupes tombant sous le contrôle public, le capital sera-t-il contrôlé à 51 % ou à 98 % par l'Etat ? En d'autres termes, les capitalistes pourront-ils ou non retirer leurs capitaux pour les placer ailleurs, sachant que la différence dans la gestion sera peu sensible ? Il apparaît que la querelle a avant tout une fonction politique : le PS tente de rassurer la piétaille capitaliste en se faisant le chantre de l'anti-collectivisme tandis que le PC fait croire, et c'est le plus important, que sa solution toucherait au pouvoir du capital. Personne n'a donc intérêt ici à céder, du moins pour l'immédiat.

L'autre point sur lequel dans un premier temps la propagande du PC prétend qu'il y a querelle est celui de l'austérité. Nous n'avons cessé de démonter l'argument dans nos colonnes.

Un parti qui subordonne la défense de la classe ouvrière à celle de l'économie nationale accepte nécessairement l'austérité. Si le PC la refuse en paroles, c'est qu'il mise sur un taux d'expansion plus élevé, ce qui, étant donné la crise internationale, est une absurdité ; il serait donc contraint de la défendre demain au gouvernement même en paroles. D'ailleurs il n'a pas peur de dire que cette austérité se justifie pleinement aujourd'hui en Italie, en Argentine, en Espagne, bref partout ailleurs où, selon lui, « la situation n'est pas la même ». Mais refuse-t-on l'austérité parce qu'on propose verbalement le SMIC à 2 400 au lieu de 2 200 F ?

(suite page 2)

RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

Vendredi 21 octobre, 20 h 30, salles Lancry, 10, rue de Lancry, Paris-10^e (métro République).

Leçons de la Révolution d'Octobre

REVUE THEORIQUE
N° 74 (septembre 1977)

programme communiste

- La nouvelle Constitution soviétique : un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'U.R.S.S.
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV)
- Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (III)
- Parti révolutionnaire, ou cénacle de « marxologues » ?
92 pages - 8 F

LA LCR DEVANT LA QUERELLE PC-PS

Le vieux piège de l'« unité »

La querelle PC-PS, qui semble retarder l'éventualité d'un gouvernement d'Union de la Gauche avec participation du PC, constitue un nouveau test pour les groupes d'extrême-gauche adeptes du « soutien critique », sur le chemin jalonné d'« échéances électorales » qui les voit s'avancer toujours plus loin dans le suivisme à l'égard de ces partis. Les réactions de la LCR sont, à cet égard, significatives (1).

C'est parce qu'il croit pouvoir marier les principes communistes (dictature et terreur) et ceux de la voie démocratique et graduelle au socialisme que le centrisme penche inévitablement vers l'unité avec le réformisme, même s'il se trompe lui-même, et trompe les yeux aux prolétaires, quand il prétend qu'il s'agit de les lui arracher. Le gouvernement de gauche est pour lui une étape indispensable vers le pouvoir prolétarien : soit parce qu'un tel gouvernement, avec les nationalisations, le contrôle ouvrier, la démocratie accrue, constituerait en quelque sorte une transition, économique et politique, vers celui-ci ; soit parce qu'il ouvrirait — par lui-même — les yeux aux prolétaires, obligés d'en passer par cette expérience pour comprendre ce que sont les partis réformistes.

La LCR utilise à la fois les deux types d'arguments (contradictoires, mais tous deux gradualistes et spontanistes). Tantôt elle affirme que le gouvernement à participation « communiste » est nécessaire parce que « c'est dans l'action que les prolétaires peuvent perdre leurs illusions » (meeting central du 29-9), ce qui est impossible en l'absence précisément d'un parti qui les ait combattues à l'avance. Tantôt (et le plus souvent) elle s'emploie à alimenter ces mé-

mêmes illusions en revalorisant le PC et le PS, « organisations ouvrières » (malgré leur programme, leurs objectifs, leur action !) par rapport aux radicaux de gauche « fraction de la bourgeoisie » (ou le PC par rapport au PS, qui veut l'austérité et le tient en otage...), et en entretenant la confusion entre « unité ouvrière » et unité des et avec les partis qui se prétendent ouvriers. Et elle affirme : « Avec la division [du PC et du PS] non seulement la droite gagnera les élections, mais surtout le plan Barre va pouvoir s'appliquer de plus belle et la répression patronale va pouvoir s'intensifier » (déclaration du BP de la LCR, 26-9-77) : ce qui est une manière de laisser entendre qu'avec un gouvernement de gauche il pourrait y avoir moins d'austérité et moins de répression, et que vice versa la lutte contre le plan Barre et la répression bourgeoise est condamnée faute de débouché électoral sous l'égide du PC et du PS unis. Autant dire que, dans ces conditions, le premier argument, « pédagogique », apparaît comme un pur prétexte, et qu'on tombe en plein défaitisme.

Ce qui fonde en réalité la tactique d'appui critique de la LCR au gouvernement PC-PS, c'est que son propre programme n'est pas sans points d'attache avec le leur. Sa « stratégie », comme elle dit, comprend en effet pêle-mêle aussi bien des revendications qui se situent sur un terrain purement parlementaire — comme l'abrogation de la constitution de 1958 ou la Constituante « élue à la proportionnelle » —, que des revendications, comme les nationalisations sans indemnité et le contrôle ouvrier, qui ne pourraient être réellement satisfaites que par un gou-

vernement révolutionnaire, issu de l'insurrection prolétarienne. Dans les premières, il n'y a rien qui ne puisse être repris par des partis réformistes (notamment comme soupape de sécurité contre une fâcheuse effervescence sociale). Quant aux secondes, lancées en dehors d'une crise révolutionnaire et sans qu'on précise le moins du monde la condition de leur réalisation effective (la prise du pouvoir par le prolétariat), non seulement elles deviennent incompréhensibles, mais elles sont dénaturées, se prêtant elles aussi à toutes les récupérations démagogiques de la part du réformisme bourgeois ou « ouvrier ». Dans les deux cas, c'est la question centrale, celle du pouvoir, qui est complètement masquée, et on revalorise encore une fois les partis que l'on prétend pourtant combattre.

On comprend alors pourquoi la LCR, ayant tout misé sur la réussite électorale de la coalition PC-PS et n'ayant aucune alternative claire, fondée sur les principes révolutionnaires, à présenter aux prolétaires, se trouve déboussolée devant leur querelle au point de pleurnicher qu'il faut « tout faire pour débloquer la situation » (conférence de presse de Krivine du 27-9). Le centrisme n'a pas d'initiative propre : il est condamné à toujours courir après les autres.

(suite page 2)

(1) La LCR avait déjà clairement précisé son attitude sur la question du gouvernement de gauche en vue des municipales : cf. Le Prolétaire n° 227 à 229. Pour notre position sur la question générale du « gouvernement ouvrier », voir notamment Le Prolétaire, n° 219.

Le P.C., en réserve de la République ?

(suite de la page 1)

Dans la pratique toutes les luttes présentes sont entravées, sabotées par l'opportunisme : il accepte par conséquent, sans attendre demain, l'austérité imposée par la classe capitaliste.

Si l'on fait le tour de toutes les questions qui concernent les rapports de la classe ouvrière et de l'impérialisme français, la manière dont les partis de gauche les conçoivent est, au fond, la même. Il s'agit d'éviter que la crise ne rallume la lutte ouvrière, que la lutte ouvrière ne devienne une lutte de classe, qu'elle ne se transforme en lutte révolutionnaire. De ce point de vue leur arsenal est le même : parlementarisme ; élections ; mirages de changement de gouvernement ; illusions selon lesquelles la classe ouvrière peut exercer une pression sur un gouvernement de gauche, et peut remplacer la lutte de classe par la « lutte parlementaire » ; contrôle des luttes immédiates par les bureaucraties syndicales ; éparpillement de ces dernières et mise en place d'organes amortisseurs et stabilisateurs à tous les niveaux de l'entreprise et de l'Etat ; adaptation des syndicats à cette fonction.

L'histoire montre que tous ces partis ont un rôle convergent : il suffit de se rappeler 1936, 1945, 1957, 1968... Leur objectif est identique, même s'il y a évidemment une différence de fonction entre ces partis, dans la mesure où la clef du dispositif social est le PC, qui a un puissant levier syndical, tandis que le PS est une simple organisation parlementaire, mais représente le véritable parti de gouvernement. C'est donc une preuve de myopie que de mesurer la querelle à l'effort, réel, sans doute, pour conquérir des voix, car ce n'est là qu'un aspect de la réalité. La querelle, c'est ce que nous avons essayé de montrer dans les précédents articles, remplit une fonction réelle : elle prépare le prolétariat à l'éventail des possibilités politiques, et en particulier, à celle d'un gouvernement de gauche qui, parce qu'il ne pourra en aucun cas répondre à ses besoins immédiats, devra susciter des réactions qu'il est du devoir du PC de chercher à canaliser, s'il le peut...

Le véritable point de divergence entre les partis de gauche se situe donc sur un autre terrain, celui de l'impérialisme français, non vis-à-vis des fondements de sa puissance, c'est-à-dire la classe ouvrière et les pays sous domination coloniale ou semi-coloniale (là tout ce beau monde est d'accord), mais vis-à-vis des autres impérialistes. Or cette attitude se reflète dans plusieurs domaines.

De façon immédiate il s'agit de la capacité du capitalisme français à réagir sur le marché mondial dans le domaine commercial, monétaire, économique. Le PS a incontestablement une vision plus « libérale », au sens que peut avoir ce mot aujourd'hui, c'est-à-dire au sens où l'Etat compte davantage sur la concurrence internationale pour restructurer le capitalisme, que sur l'intervention directe de l'Etat, dont le PC espère

une restructuration qui ne lèse pas les intérêts de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière, ce qui fait de lui le chantre du répugnant « Fabriquons français ».

Il est à noter que cette divergence n'est pas particulière à la gauche. C'est une divergence réelle de la bourgeoisie française et qui est à l'origine de la division de la majorité entre un pôle libéral derrière Barre, Giscard et les « turlupins du centre » et un pôle protectionniste que le néo-gaullisme de Chirac cherche à englober.

Cette division, qui semble être en gros l'expression d'un clivage entre d'un côté les intérêts du grand capital, et de l'autre les intérêts de la masse des capitalistes — qui ne se mettent pas moins à la traîne de certains groupes financiers — se reflète différemment dans la majorité et dans l'opposition, dans la mesure où s'y agrègent des aspirations sociales et politiques différentes. Mais on peut noter que les cocoricos du PCF répondent, comme un écho amplifié, à ceux du RPR, tandis que le PS, tout comme Barre, dénonce la « tentation du protectionnisme ».

Cette divergence sur l'orientation générale de l'impérialisme français se retrouve naturellement et principalement sur le plan de la prétendue politique de « défense », qui s'enlise dans les déchirantes alternatives propres aux anciens impérialismes devenus puissances de second ordre : d'une férocité et d'une barbarie à toute épreuve vis-à-vis des nations plus faibles, ils sont soumis à leur tour à des puissances plus grandes, qu'il s'agisse d'adversaires, comme il va de soi, ou surtout d'alliés. Là aussi, les polémiques déchaînées dans la majorité entre atlantistes et gaullistes, ces derniers accusant Giscard de saborder la politique d'indépendance représentée par De Gaulle, ont leur reflet dans la gauche où le PS est traditionnellement atlantiste, bien que son aile gauche soit proche des positions plus gaulliennes du PC, ce qui tend à donner à Mitterrand un rôle d'arbitre non seulement dans son parti mais dans la gauche.

Le reflet là aussi est irisé d'aspects particuliers, la cure d'opposition de la gauche lui ayant donné le loisir d'imiter un pacifisme de bon ton, avec lequel le PC vient de rompre avec éclat, tandis que le PS s'attache à le conserver dans son vocabulaire pour mieux voiler un militarisme également sans entraves.

On touche ici à une question de taille : celle des rapports avec les Etats-Unis, qui surgit inévitablement aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine militaire.

En gros, la droite « libérale » aussi bien que l'opposition socialiste accepte comme un fait acquis le rôle de tuteur de l'Amérique, la division du travail que cela implique, et cherche simplement à se faire une place sous son parapluie. Ceci se retrouve même dans la politique de zones d'influence de l'impérialisme français : considérant l'incapacité de celui-ci, face à la percée américaine, à tenir l'Afrique dans sa forme gau-

lienne, au moment où il cherche à retourner au Moyen-Orient, Giscard semble avoir négocié un compromis entre les intérêts américains et français dans ces deux zones, ce qui explique l'harmonie actuelle des deux politiques.

Par opposition à cette politique, existe le besoin pour certains secteurs de l'impérialisme français de se donner le maximum de moyens de pression contre l'allié, l'Amérique.

Sans doute, historiquement, les résultats d'une telle politique ne peuvent être sensiblement différents de la première : à peine s'agit-il d'une tentative de marchandage, de choisir le moment pour se vendre complètement au protecteur, plutôt que d'une réelle indépendance dont les bases matérielles font désormais défaut.

Disons à ce propos que, dans ce domaine aussi, la détente a permis le glissement définitif du PCF sur des positions où il peut prendre vis-à-vis de son Etat une attitude qui n'a plus besoin de se trouver en phase avec les intérêts de l'Etat russe, et même prendre sans danger de crise grave une attitude qui se porte contre l'Etat russe, bien que la politique de ce dernier converge foncièrement, notamment sur la question de l'Allemagne, avec le chauvinisme français dont le PCF est une des tendances.

Ceci dit, la raison profonde de l'aplatissement de fait des bourgeoisies européennes devant l'Amérique est plus qu'économique, elle est politique ; et c'est pour cela qu'elle ne fait de la position gaulliste, et à sa suite national-communiste, qu'une attitude velléitaire, tout à fait subordonnée aux besoins du maintien de l'ordre social. C'est l'Amérique qui est le garant de la contre-révolution en Europe. C'est donc vers l'Amérique que se tournent toutes les forces qui, en Europe, sont concernées par l'ordre social en vigueur, même si elles le font avec des réticences. Ceci signifie que la politique sociale, l'attitude de l'impérialisme français vis-à-vis de « sa » classe ouvrière, peut et doit être considérée dans un cadre plus large que celui de l'hexagone, un cadre dans lequel Washington joue un rôle unificateur, centralisateur, et dont tous les partis d'Europe ne peuvent pas ne pas tenir compte.

On peut ainsi se demander si les intérêts de la conservation sociale, du moins en Europe, peuvent pousser à une expérience de gouvernement de gauche en France avant qu'une telle expérience ait lieu en Italie et en Espagne où, d'un côté, la situation sociale appelle davantage à une participation communiste et où d'autre part, il n'y a pas de phénomène de type gaulliste. Mieux, dans ces pays voisins, la bourgeoisie recourt pour l'instant à une formule différente.

En Italie, où le PS est déjà fortement grillé par l'expérience des gouvernements de centre-gauche, existe un véritable pacte, le fameux « compromis historique », qui associe le PC aux responsabilités gouvernementales tout en lui laissant un semblant d'opposition encore fructueux du point de vue de la conservation sociale.

En Espagne existe également un véritable pacte social dont le PC est partie prenante, bien qu'il soit encore plus utile de le laisser dans l'opposition, au moins tant que le PS (qui d'ailleurs est encore dans l'opposition) n'a pas épuisé son rôle de marchand d'illusions.

Le Portugal donne a contrario une preuve supplémentaire de ce que le PC peut être très utile pour parer à une forte vague sociale, et être remis dans l'opposition dès que son rôle est épuisé au gouvernement.

Jusqu'ici, nous avons émis trois hypothèses pour l'avenir :

- 1) gouvernement de gauche PC-PS en cas de forte agitation sociale ;
- 2) front national en cas de crise internationale (hypothèse évidemment non immédiate et d'une moins grande efficacité contre-révolutionnaire que la précédente) ;
- 3) possibilité pour la bourgeoisie de retarder grâce au mécanisme parlementaire un gouvernement à participation PC, sans que cette hypothèse soit précisée.

Les épisodes récents démontrent que la bourgeoisie disposait déjà de l'écologie électorale d'un nouveau moyen de faire valoir cette hypothèse. D'un autre côté, la multiplication des regroupements dans la majorité pour donner un appui à un gouvernement PS renforçait la gamme de possibilités contenues dans cette hypothèse. La crise de la gauche la rend aujourd'hui plus probable. Le nouvel atout que semble se donner la bourgeoisie avec cette crise est un gouvernement PS-Radicaux avec l'appui discret des formations centristes et même du PC selon les cas ; en effet, il est vraisemblable qu'un gouvernement PS avec des formations de l'actuelle majorité risque de rendre inefficace une future participation PC en cas de nécessité ; ce qui relègue une alliance PS-Centre à un avenir plus lointain, cette alliance figurant comme une hypothèse théorique de même que la formule qui lui fait formellement pendant, celle d'un front national.

La grande signification de la crise présente est donc sans doute à rechercher dans l'éventualité d'une mise en réserve du PC, comme dans les pays voisins, pour des temps plus difficiles où, si les conditions s'y prêtent, les partis de gauche sauront tout aussi bien s'entendre qu'ils savent aujourd'hui se diviser.

Mais dans l'immédiat, « comment éviter que la quasi-rupture des partis de gauche n'aboutisse à des tensions insoutenables dans le monde syndical ? Telle est la première des priorités pour les leaders syndicaux ». C'est ainsi que Les Echos du 27-9 révèlent en négatif la fonction qui est celle de l'Union de la Gauche pour la bourgeoisie : calmer la lutte sociale. La rupture, même si elle pousse certains groupes de prolétaires à ne plus attendre pour lutter, risque donc de s'accompagner d'un renforcement de l'appareil syndical sur la classe ouvrière, et non, comme se l'imagine l'immédiatisme, d'un regain de combativité de l'opportunisme.

(suite de la page 1)

trés, cherchant à pousser les partis réformistes, les exhortant à « faire l'unité », les « soutenant » à coups de bulletins de vote ou de mobilisation populaire.

C'est dans cette perspective que se situent les nouvelles propositions de la LCR : « assemblées ouvrières où tous les syndicats et tous les partis ouvriers expliquent leurs positions », « front syndical commun », « comités unitaires (2) ouverts à tous les travailleurs d'accord pour en finir avec le gouvernement Giscard-Barre et souhaitant discuter de ce que devrait être (!) le programme d'un gouvernement du PS et du PC pour répondre aux aspirations des travailleurs » (déclaration du BP, 26-9). Nous ne nions pas que des débats politiques organisés, par exemple, dans les syndicats, puissent être utilisés par les révolutionnaires pour y porter la polémique. Mais sûrement pas pour s'en remettre, comme la LCR, à la règle de la majorité démocratique comme à une recette infallible ! Quant à la « pression » des travailleurs sur les partis et directions syndicales opportunistes, il est désastreux de laisser croire, comme la LCR, que celle-ci pourrait d'une part les amener à « imposer des solutions ouvrières à la crise » (c'est-à-dire à changer de nature), d'autre part s'exercer par le biais d'un simple « débat démocratique » : toute pression est une question de force, donc de lutte. La « mobilisation » des travailleurs n'a jamais été en soi une garantie. Si on ne précise pas le sens dans lequel elle doit s'exercer, mieux, si on lui donne pour objet la discussion sur un impossible « programme d'un gouvernement du PS et du PC » qui répond « aux aspirations des travailleurs », on ne fait rien d'autre que le jeu des partis réformistes (ou éventuellement du PC face au PS), auxquels on offre simplement une courroie de transmission de plus dans la classe ouvrière.

Il n'y a pas de mélange ou de troisième voie possible entre la dictature de la bour-

Le vieux piège de l'« unité »

geoisie et la dictature du prolétariat. Le recours à des gouvernements de gauche, qu'il s'agisse de gouvernements de la gauche bourgeoise, de gouvernements des partis opportunistes, ou de toutes les combinaisons possibles et imaginables entre l'une et l'autre solution, a toujours signifié pour la bourgeoisie une tentative pour mieux plier le prolétariat aux besoins du capitalisme, quitte à renvoyer d'un coup de pied ses laquais de gauche lorsqu'ils ont rempli leur fonction. Il n'y a pas d'exemple d'un gouvernement de gauche — « bloc des gauches », front populaire, gouvernement social-démocrate, gouvernement à participation « communiste » — qui n'ait rempli une fonction anti-prolétarienne et, dans les moments de tension sociale aiguë, une fonction contre-révolutionnaire de paralysie d'abord, de répression ensuite, des mouvements prolétariens. De même c'est une utopie d'espérer que des partis opportunistes comme les actuels PC, imbibés jusqu'à la moelle des intérêts de la bourgeoisie, et façonnés par des décennies de défense et d'appui actifs aux Etats capitalistes et à leurs « économies nationales », puissent un jour changer de camp, fût-ce sous la poussée des masses. Ne parlons même pas des PS, faillis sans rémission depuis 1914.

Si un gouvernement de ces partis peut être considéré comme utile, dans certaines conditions, pour le prolétariat, ce n'est jamais, par conséquent, dans le sens — cher au gradualisme d'extrême gauche — qu'il fournirait des « bastions », économiques ou politiques, pour le socialisme, ou parce qu'il accorderait au prolétariat « une plus grande liberté d'organisation, de préparation et d'action révolutionnaires » (3). C'est uniquement dans la mesure où son œuvre peut constituer pour le prolétariat « une expérience réelle lui permettant de conclure que seule sa

propre dictature peut provoquer la défaite du capitalisme » (4). Mais pour que cette expérience — qui n'est pas une voie de passage obligatoire — puisse être utilisée véritablement pour l'issue révolutionnaire d'un affrontement qui est inévitable, et pour sa préparation, et non se traduire par le désarroi et la désorganisation du mouvement ouvrier, il faut encore un parti qui puisse constituer un pôle de regroupement et une direction solide pour les prolétaires désillusionnés sur ceux en qui ils avaient cru, capable de les orienter même dans les moments de recul et de transformer ceux-ci en points de départ pour l'attaque. Un parti qui, par conséquent, ait dénoncé longtemps à l'avance la faillite de ces gouvernements, préparé de longue main et sans oscillations les prolétaires à les abandonner, conservé une solide organisation indépendante derrière laquelle ils pourront se rassembler.

Donc non seulement jamais de coalition, gouvernementale ou non, avec les partis opportunistes, jamais — cela va sans dire — d'entrisme, mais jamais d'appui, même critique. Ceci ne signifie pas que le parti révolutionnaire n'ait pas de tactique vis-à-vis des partis et gouvernements de gauche, comme pourraient ricaner ceux pour qui il n'y a de tactique que suiviste. Ces partis se targuent de satisfaire les revendications des masses ? Eh bien, le parti révolutionnaire invitera les prolétaires à exiger d'eux — une fois au gouvernement — qu'ils tiennent leurs engagements, par la pression externe, par la lutte, et à accepter leurs concessions, tout en mettant en garde constamment les prolétaires contre les illusions qui pourraient en résulter. Il ne cessera jamais de les combattre.

Cela ne signifie pas non plus que le parti ignore le problème difficile de la « conquête des masses ».

Il y a deux façons de « conquérir » les prolétaires : l'une, encore avare en succès immédiats, vise à les unir à la base, quelle que soit leur appartenance politique, et à les gagner aux principes du communisme, y compris au travers de la participation à leurs humbles luttes de défense, contre toutes les formes et les manifestations de l'opportunisme ; l'autre, apparemment plus courte, est celle du suivisme : faute d'être ancrée aux principes révolutionnaires, elle ne peut qu'aboutir à désorienter les prolétaires, et d'ailleurs les militants eux-mêmes.

Notre petit parti d'aujourd'hui est loin d'avoir les forces suffisantes pour peser d'un poids déterminant dans la lutte des classes. C'est un des aspects du retard du prolétariat. Mais les critères qui le guident dans la continuité de sa propagande et de son action sont les mêmes que ceux qui le guideront demain.

« L'unité avec l'opportunisme, disait Lénine, c'est l'unité avec la bourgeoisie, la division du prolétariat international ». La LCR propose aux travailleurs l'unité de, avec, et derrière les partis opportunistes. L'unité révolutionnaire du prolétariat ne sera conquise, et auparavant préparée, que par la lutte résolue contre le front uni bourgeoisie-opportunisme, avec lequel il n'y a pas d'entente possible, tant sur le plan de la simple défense quotidienne que sur celui des intérêts historiques de la classe. Dans cette lutte, des partis qui ne sont pas jusqu'au bout contre l'opportunisme, sont en réalité contre le prolétariat.

(2) Pourquoi le PC ne lancerait-il pas aujourd'hui des comités unitaires à la base ? s'écrie Krivine, en se référant aux célèbres « Comités de Front unique » recommandés par... Dimitrov au VII^e Congrès de l'IC. Sur cette vieille obsession des trotskystes, cf. « Le tournant du front populaire », dans Programme communiste, n° 73, pp. 35-7.

(3) Thèses de Rome du PC d'Italie (1922), dans Défense de la continuité du programme communiste, p. 53.

(4) Ibidem.

Eurocommunisme et réformisme

Politique Hebdo cite dans son numéro du 5-9-77 un entretien avec M. Ellenstein, publié par l'hebdomadaire hollandais *De Groene* le 10-8-77. M. Ellenstein y prétend entre autres que le PCF n'est pas en train de glisser vers la social-démocratie : « La voie désignée par le terme d'eurocommunisme n'est pas du tout réformiste dans le sens traditionnel du terme. Nous considérons la révolution socialiste comme le produit de la réforme des structures, qui se développe sur la base d'un long processus historique. Il s'agit donc d'une nouvelle conception du rapport entre réforme et révolution : nous ne les considérons plus comme contradictoires. Les partis social-démocrates n'ont jusqu'à présent jamais réalisé de réformes structurelles. [...] L'objectif du PCF reste la révolution socialiste, qui se réalisera cependant au moyen de réformes structurelles. »

Il paraît que M. Ellenstein a désavoué ces propos, publiés sans son autorisation. On se demande pourquoi. En effet, le journal hollandais a bien tort de le présenter comme l'homme qui dit tout haut ce que M. Marchais ne peut encore dire ouvertement : « Il y a une crise, et donc nécessité de réformes profondes de structure. Nous sommes en 1977, et beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis 1917. Des conditions existent aujourd'hui pour une voie démocratique vers le socialisme. Si c'est cela l'eurocommunisme, je suis d'accord... ». C'est le 3-3-77 (voir *Le Monde* du 5-3), à la conférence de presse des eurocommunistes à Madrid, que M. Marchais l'a ainsi déclaré sans ambages : réformes et démocratie, voilà la voie au socialisme.

M. Ellenstein se tortille ; il doit démarquer

l'eurocommunisme du « réformisme traditionnel » qui a mauvaise réputation.

D'abord, voyez-vous, le PCF préconise des réformes « de structure ». Ça change tout, bien sûr, puisque les vieux réformistes ne connaissent pas ce mot, aujourd'hui à la mode... Ensuite, ces réformes devant conduire au socialisme, les social-démocrates ne les ont jusqu'à présent jamais réalisées (et pour cause !), alors que le PCF... les réalisera.

L'ennui, c'est que les social-démocrates classiques à la Bernstein, Turati ou Jaurès le disaient aussi. Eux aussi refusaient d'opposer réforme et révolution ; eux aussi prétendaient réaliser la révolution socialiste sous la forme d'un processus (ce mot-là, ils le connaissent !) historique de réformes ; eux aussi disaient que depuis 1848 ou 1871 beaucoup d'eau avait coulé sous les ponts et que, « aujourd'hui », la voie démocratique... ; bref, ils avaient eux aussi cette conception du rapport entre réforme et révolution que M. Ellenstein prétend « nouvelle ».

Mais alors, où est la différence entre l'ancien et le nouveau réformisme ? Ce n'est pas M. Ellenstein qui peut la montrer, à vrai dire, car cette différence est tout à l'honneur des anciens réformistes : elle est analogue à celle qu'il y a entre un jeune séducteur et un vieux maquereau.

Dans le dernier quart du XIX^e siècle, le capitalisme connaît une expansion formidable en Europe et en Amérique, en même temps qu'il soumet et met en coupe réglée le reste du monde ; cela permet aux bourgeois des métropoles capitalistes de céder à certaines revendications ouvrières et d'accorder aux catégories supérieures de leur

prolétariat une amélioration de leur sort. En même temps elles réalisent des réformes politiques et sociales que le prolétariat pouvait et devait même soutenir, parce qu'elles éliminaient tel ou tel résidu des rapports pré-bourgeois. Le réformisme est né de l'extrapolation de ce double phénomène. Il a imaginé d'une part une série infinie d'améliorations croissantes de la condition ouvrière, et d'autre part un glissement progressif des réformes liquidant les séquelles du passé précapitaliste à des réformes transformant peu à peu le capitalisme en socialisme.

En fait, la théorie marxiste avait montré les limites de ces améliorations concédées aux ouvriers, et l'impossibilité d'entreprendre la transformation économique et sociale vers le socialisme sans que le prolétariat détruise l'Etat bourgeois et s'érige en classe dominante, c'est-à-dire sans révolution violente et dictature prolétarienne.

La perspective réformiste était donc une illusion, une « illusion d'optique » née de la phase d'expansion du capitalisme. Mais elle n'était pas, alors, une trahison ouverte, parce que la révolution n'était pas directement à l'ordre du jour de la phase historique. Aussi, même si leur vision les conduisait à enfermer la lutte immédiate dans un cercle vicieux, n'étaient-ils pas encore parvenus, comme aujourd'hui, à chercher à lui ôter tout caractère classiste.

Les réformistes imaginaient une poursuite infinie de conquêtes partielles et graduelles, accélérée par la conquête parlementaire du pouvoir, tandis que les révolutionnaires prévoient l'explosion brutale des contradictions qui s'accumulent en même temps que le capital, et voulaient préparer les ouvriers aux inévitables affrontements

d'ensemble posant le problème du pouvoir politique.

Que feront les réformistes quand leur perspective de conquêtes graduelles et démocratiques sera balayée par les tempêtes de l'histoire et qu'ils se trouveront devant l'alternative : guerre ou révolution, dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat ? Si même un Lénine a pu en 1914 être surpris de la forme catastrophique de la faillite de la social-démocratie, la trahison de cette dernière et son passage sans réserve à l'Union sacrée étaient inexorablement inscrits dans le long processus de sa corruption opportuniste, finalement parvenu à maturité, et devaient nécessairement ôter tout semblant d'innocence à tout réformisme à venir.

Depuis lors, il ne peut plus exister de réformisme « naïf et sincère » ; d'ailleurs, à l'ère impérialiste, l'ère des guerres et des révolutions, il y a de moins en moins de place pour un réformisme quelconque, sauf celui de l'Etat bourgeois cherchant à atténuer les antagonismes sociaux, et, avec lui, celui d'un réformisme se mettant directement au service de l'Etat bourgeois. C'est bien à celui-là que tout réformisme « moderne » est en réalité conduit. Celui qui refuse la voie révolutionnaire, celle de la conquête violente et de l'exercice dictatorial du pouvoir, ne peut même plus défendre les intérêts immédiats de classe du prolétariat.

Sans aborder ici la fonction spécifique de l'« eurocommunisme », il est donc vrai que ce dernier se distingue du « réformisme traditionnel », mais il reprend au fond la même perspective : surtout, il est mille fois plus infâme que lui.

Notes internationales

● En Algérie, la carotte et le bâton

Devant l'effervescence que révèlent les grèves et les manifestations dont nous avons rendu compte dans le numéro précédent du *Prolétaire*, l'Etat algérien a dû accorder des augmentations de salaire (le SMIC a été augmenté de 30 %), ce qui confirme que la classe ouvrière ne peut rien obtenir sans la lutte.

Naturellement, il ne cherche à lâcher cette concession que comme une carotte destinée à calmer les masses qui devraient, paraît-il, oublier leur faim en riant leurs yeux sur le drapeau de l'unité nationale, de la « réalisation d'un même but, la poursuite d'une même action (...) dont l'objectif ultime est le triomphe du socialisme » (discours de Boumedienne du 25 septembre).

Et pour ceux qui ne seraient pas convaincus que la concorde sociale vaut une bonne ration de pain, l'Etat lève le bâton menaçant de la discipline, du « retroussez vos manches », du flicage des travailleurs par le double réseau de la répression d'Etat et du contrôle par le syndicat national, l'UGTA. Docile exécutante, celle-ci a déclaré simultanément qu'elle condamnait « avec force les arrêts de travail ainsi que les instigateurs » et a lancé un vibrant appel à la « lutte permanente contre le gaspillage, le laisser-aller, et l'absentéisme à tous les niveaux » (*Le Monde* du 1-10-77).

L'Humanité des 26 et 27 septembre rend compte de ces événements mais, comme on pouvait s'y attendre, à travers le filtre de l'éloge sans réserve du discours de Boumedienne et de sa politique.

Dans l'opposition violente d'hier entre la révolution algérienne et l'impérialisme français, le PCF avait choisi son camp. Dans celle qui mûrit entre les prolétaires et les paysans pauvres d'un côté, et le régime bourgeois algérien de l'autre, le PCF a également choisi. Il ne peut être que du côté de l'ordre en place !

● En Pologne, la matraque et le goupillon

Selon un ministre polonais que cite *Le Monde* dans deux articles récents (10 et 11 septembre) sur la situation politique, sociale et économique de la Pologne après les manifestations ouvrières du mois de juin de l'année dernière, « pour un communiste polonais moderne, Radom et Ursus, c'est une défaillance à réparer, un cauchemar à oublier ».

Le premier moyen utilisé pour faire que de tels événements « ne se reproduisent plus, jamais plus » a été, on s'en souvient, d'infliger de lourdes peines de prison aux « hooligans » rendus responsables d'émeutes dues en fait à la hausse des prix des produits alimentaires.

Dans un second temps le gouvernement s'est efforcé de couper les liens qui existent entre étudiants et ouvriers : le 7 mai dernier, un étudiant membre du Comité de défense des ouvriers a été trouvé mort au pied d'un immeuble de Cracovie et quelques jours plus tard, deux de ses camarades qui revenaient de son enterrement ont été grièvement blessés « dans un malencontreux accident de la circulation ».

L'autre atout dont disposent les autorités polonaises, c'est l'Eglise « qui est restée une grande force sociale » et à laquelle le gouvernement de la République populaire fait de plus en plus les yeux doux. Comme l'explique un membre du gouvernement : « Pour nous, l'Eglise est la puissance qui fait régner l'ordre moral. Par rapport à l'Occident, c'est peut-être notre chance d'avoir su garder une Eglise puissante. Je ne suis pas croyant mais, finalement, quand je considère la décadence des sociétés matérialistes d'Occident, je ne regrette pas l'originalité de notre situation ».

Comme dit *Le Monde*, « la Pologne a tout sacrifié pendant 30 ans à son développement économique ». En clair, c'est grâce aux sacrifices imposés, au nom du socialisme, bien sûr, à sa classe ouvrière, que la Pologne est devenue la 10^e puissance industrielle du monde.

Quand le faux socialisme est insuffisant pour faire tenir tranquilles les prolétaires, pourquoi ne pas recourir à l'idéologie religieuse et à sa puissance pour prévenir les risques d'agitation sociale ?

L'Eglise n'est-elle pas, comme le dit le porte-parole du gouvernement polonais, « favorable, dans sa grande majorité, clergé inclus, au développement de la Pologne que nous avons entrepris » ?

Pour que ce soit le prolétariat

(suite de la page 1)

Du début de ce cycle, nous n'attendons cependant à court terme, aucun des miracles que l'« impatience révolutionnaire » ne peut se retenir d'annoncer à tous les tournants de la route. Non, cette crise ne suffira pas pour que les syndicats actuels en sortent régénérés comme d'un bain de jouvence, ni pour que la classe exploitée puisse les reconquérir à ses propres intérêts de vie et de lutte, ou vice versa les abandonne en leur substituant d'autres organisations de défense. Nous ne nous imaginons pas que de la tourmente des tensions sociales naîtront immédiatement des organismes semi-économiques et semi-politiques, annonçant les organes et les instruments d'une situation révolutionnaire, dont nous séparons encore, nous n'avons pas peur de le dire, un difficile chemin. Nous n'en attendons pas non plus que les larges masses encadrées par les puissantes confédérations syndicales se rebellent d'un coup contre un cours désastreux, qu'elle subissent plus qu'elles n'y participent, ni que les organismes périphériques ou extra-syndicaux aient une vie moins fragile qu'actuellement, et se mettent à résister aux tentations — soit du suivisme par rapport à l'opportunisme dominant, soit inversement de l'antisindicalisme de principe (ou pire, de l'antipartisme) — réactions favorisées par leur isolement même, ou importées parmi eux par des courants spontanéistes ou centristes de diverses nuances. Mais nous ne cessons pas pour cela de tenter de faire entendre dans ces syndicats la voix d'une orientation de classe, et d'apporter notre soutien aux prolétaires qu'ils encadrent (et qui restent la grande majorité), aussi bien qu'à ceux — très minoritaires — qui cherchent à se donner d'autres formes d'organisation, et qui sont souvent les plus combattifs.

Ce que nous attendons — et ce n'est pas mince —, c'est que dans la lutte et de la lutte de résistance à la pression toujours plus féroce du capital et de ses Etats surgisse et se consolide un front de lutte entre prolétaires de toutes catégories, de toutes usines, de toutes nationalités et de toutes appartenances idéologiques, pour la défense des intérêts communs à tous et vitaux pour tous. Que, parallèlement, se renforce et gagne en influence l'organe politique de classe, le Parti communiste révolutionnaire mondial, qui n'est pas et ne peut être, lui le « parti de tous ». Ceci avec la conscience bien nette que les deux courbes, celle du renforcement et de l'organisation de la classe dans sa lutte contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme, et celle du renforcement du parti comme force capable de synthétiser sur un plan supérieur les poussées élémentaires émanant de la classe, devront se développer simultanément sans pourtant se confondre ; et à long terme c'est la seconde, celle du parti, qui jouera le rôle décisif

dans le conflit séculaire entre le capital et le travail.

Partout où les prolétaires se battent, ou manifestent une volonté de lutte, dans les organisations syndicales officielles ou en dehors de ces organisations, notre tâche est de travailler pour que la lutte de défense s'élargisse, s'approfondisse, s'unifie, reprenne le fil des méthodes et des objectifs de classe, se crée des instruments même temporaires, rompe, même timidement dans un premier temps, les entraves mortelles du collaborationnisme et du démocratisme, reconquière le terrain de la lutte et de l'organisation de classe, qui ne peuvent exister que si elles sont indépendantes de l'Etat bourgeois et des partis qui lui sont indissolublement liés. Partout, en même temps, il nous incombe d'importer dans la classe, ou du moins dans ses avant-gardes combattives, les principes de la lutte politique communiste, la doctrine qui en éclaire la voie, la notion du parcours obligatoire pour la conquête révolutionnaire du pouvoir et de ses moyens indispensables.

Ces deux tâches ne sont pas contradictoires : elles se complètent. Il est vrai, pourtant, que de la lutte économique de défense à la lutte politique d'attaque il n'y a pas progression graduelle, mais saut. Mais il est vrai aussi que l'on ne pourra jamais passer à l'offensive si l'on n'a ni voulu ni pu se défendre pied à pied, et que l'on ne se défend pas vigoureusement sans avoir présente à l'esprit la nécessité de se préparer à la contre-attaque.

L'opportunisme doit être combattu toujours et partout, sans quoi il sera toujours et partout un boulet aux pieds de la classe ouvrière, dans les escarmouches limitées de chaque jour comme dans les batailles où se jouera demain le tout pour le tout. Le communisme révolutionnaire embrasse à la fois l'audace du but final et de la voie qui y conduit, non moins que le travail patient, humble et sans démagogie de préparation dans tous les domaines de son combat historique. Il est le premier à savoir que l'opportunisme, s'il a la vie dure sous son vêtement réformiste, légalitaire et démocratique, l'a tout autant sous l'habit barricadier et immédiatiste qui est celui des groupes de la prétendue « extrême-gauche ». Il est le premier à savoir qu'on n'arrive au « grand soir » qu'en aplanissant le terrain dans les heures grises, ou même ces minutes que leur monotonie fait paraître éternelles. Ces heures et ces minutes précieuses nous ne pouvons, nous ne devons pas nous permettre le luxe de les laisser perdre : à l'échelle historique, il y en a déjà eu trop de perdues.

Donc au travail, sans triomphalisme ni pleurnicheries, pour notre classe, pour le communisme !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Listes n° 7 et 8

Pour la presse internationale, 1000 ; S, soutien, 600 ; pour la cause du communisme, 6 ; Paris, local, 82,50 ; Pierre, soutien, 30 ; Autun, soutien, 20 ; un lecteur, soutien, 5 ; Lyon, 24,80 ; Canada, 450 ; Paris, soutien, 500 ; Angers, 430 ; Lille, 40 ; pour la presse du parti, 750 ; Barbier, 20 ; souscription exceptionnelle, 2480,60 ; un groupe de camarades, 108,50 ; Paris, pour la presse, 1900 ; des sympathisants, 247,50 ; T., soutien, 136 ; des camarades, 63,50 ; pour le journal, 1200 ; Total listes 7 et 8 10.042,40
Total précédent 35.901,91

Total général 45.944,31

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti
Souscrivez !

Regards d'envie vers l'Allemagne

La formidable accumulation de capitaux qui s'est produite dans le monde depuis la guerre est finie : pour les bourgeois, il ne s'agit que de la diminution des profits, mais pour le prolétariat, il s'agit d'une diminution de la ration de soupe quotidienne.

Dans la gigantesque concurrence dont la crise a entraîné le déchaînement, chaque capitalisme considère avec anxiété ses voisins. Le capitalisme français pour sa part considère avec amertume et envie la redoutable efficacité du colosse allemand, son principal partenaire commercial et en même temps, son principal concurrent.

Un des éléments qui favorise incontestablement la supériorité du capitalisme allemand sur le vieil impérialisme français, c'est sa proportion plus forte de prolétaires : « en général, le secteur de production est plus étoffé outre-Rhin, et la proportion des ouvriers par rapport aux autres catégories de salariés y est plus grande », c'est-à-dire qu'il y a plus de producteurs de plus-value, moins de frais généraux, moins de garde-chiourmes parasites détournant la plus-value de son but capitaliste : l'investissement pour la reproduction élargie du capital. Bref : plus de profits (cf. *Entreprise*, n° 994, 26 sept. - 2 oct. 1974).

« Les employés sont moins nombreux dans les entreprises allemandes [...]. En France, le personnel d'encadrement est beaucoup plus nombreux dans tous les cas observés. Sa proportion atteint en moyenne 12,7 % des effectifs totaux, en Allemagne elle n'est que de 7,6 % [...]. Une comparaison audacieuse montrerait une France où les fantassins sont encadrés par de nombreux sous-officiers appuyés par une logistique et une intendance importante, alors que le personnel des entreprises allemandes donnerait plutôt l'image d'une armée de métier.

Comment expliquer ceci ? L'impérialisme allemand, deux fois vaincu militairement et

privé de ses zones d'influence, n'a pu jusqu'ici survivre qu'en « dégraissant » au maximum son appareil productif. En revanche, l'impérialisme français reste, malgré la perte de ses bijoux coloniaux, gangrené jusqu'au plus profond de ses tissus par l'extension des couches parasitaires liées à la domination sur d'autres pays.

Seconde merveille du paradis capitaliste allemand : « L'éventail des salaires est très ouvert en France. Les salaires les plus hauts sont 5 à 6 fois plus importants que les plus bas, alors qu'en Allemagne ils ne sont que 2 à 3 fois plus importants. Les inégalités de salaire seraient réduites de 45 % si l'on attribuait le même salaire qu'en Allemagne à chaque catégorie d'emploi ». Une hiérarchie réduite de moitié, des ouvriers qui reçoivent une miette de plus pour garantir la paix sociale, des classes moyennes peu nombreuses et austères et, fin du fin, des PDG économes, quel merveilleux exemple pour nos bourgeois enlisés dans une administration, un enseignement, une couche de techniciens et d'employés pléthorique ! Ultime détail : « Nous accordons également une beaucoup plus grande importance que nos voisins à l'ancienneté pour déterminer les salaires et les promotions que ne le font les Allemands ».

On aurait pu imaginer que la cure de jouvence de l'industrie française depuis vingt ans avait considérablement réduit le poids des couches petites-bourgeoises dans l'appareil productif. Eh bien, les paysans et les petits commerçants sont devenus des cadres : ces couches ont changé de nature, mais elles s'agrippent toujours à leurs miettes !

Malgré la volonté de remédier à cette situation, dont on peut être certain de la part de nos vaillants chefs d'entreprise, la situation s'est encore considérablement dé-

gradée ces dix dernières années. D'après un rapport paru dans *l'Expansion*, l'horaire hebdomadaire du travail pour l'ensemble des travailleurs est passé en France de 45,5 heures en 1967 à 41,3 en 1977, soit 4,2 heures en moins, alors qu'il est passé en Allemagne de 42,1 à 41,6 heures, soit 0,5 heure de moins. Ainsi l'Allemagne dépasse-t-elle l'horaire français en valeur absolue, la diminution sur cette période étant 9 fois plus faible.

La productivité a de même augmenté davantage en Allemagne, où elle est passée de la base 100 à 162,4, qu'en France où, à partir de la même base, elle n'est passée qu'à 153,6. Ainsi le rapport capital-travail a-t-il évolué de manière encore plus favorable aux bourgeois allemands (Allemagne : base 100 à 179,6, France : base 100 à 168), accroissant ainsi le décollage du capitalisme allemand.

Cette force de la bourgeoisie d'Outre-Rhin se traduit par la reconnaissance des banquiers du monde entier, sûrs d'une production compétitive, allié à un Etat policier maître d'un prolétariat encore amorphe. Aussi le taux de change effectif est-il largement favorable à l'Allemagne (France : base 100 à 85,4, Allemagne : base 100 à 142,7) et la hausse des prix considérablement moins forte (Allemagne : base 100 à 160, France : base 100 à 212,7).

Voilà donc le fond du décor de la discussion engagée ici par tous, les bourgeois et leurs laquais, sur le nécessaire « resserrement de l'éventail des salaires ». Naturellement entre le langage cynique d'un Beullac qui reconnaît le besoin de réduire les hauts salaires sans toucher aux hauts revenus (sinon il n'y aurait plus de capitalisme !), et la démagogie d'un Maire qui prétend faire de ce besoin un besoin de « justice sociale » et limiter (comment ?) les revenus, les différences sont notables. Mais les discussions vont bon train. Nous y reviendrons.

Travailleurs immigrés

Lutte résolue contre le renforcement du contrôle !

Extension de l'« aide au retour » à tous les travailleurs immigrés résidant en France depuis cinq ans ou plus ; suspension de toute immigration familiale pour trois ans ; arrêt de la délivrance de toute nouvelle carte de travail : ce sont les nouvelles mesures, d'une ampleur sans précédent depuis la circulaire Fontanet-Marcellin de 1972, annoncées par le Secrétaire d'Etat à l'immigration.

« C'est une politique de simple bon sens que de reconnaître que nous avons changé d'époque, dit Stoléro : à une période de 15 ans d'immigration régulière va succéder une période de 10 à 15 ans de diminution de la main-d'œuvre étrangère en France » (Le Monde du 30-9). C'est ainsi que le capital a toujours traité les prolétaires : déportés en masse et surexploités dans les périodes de prospérité, jetés à la rue ou refoulés dans les périodes de crise.

Mais les mesures de contrôle de l'immigration que la crise internationale pousse la bourgeoisie française à intensifier (comme l'on fait ses homologues aux USA, en Allemagne ou ailleurs) ne sont pas seulement une tentative d'intervenir sur le marché du travail pour réguler l'armée de réserve de capital. Il s'agit, pour les gérants du capital, de se donner encore plus de moyens de pression et d'intimidation systématique sur le prolétariat. La suspension de l'immigra-

tion familiale régulière, l'arrêt de la délivrance des cartes signifient l'accroissement du nombre des travailleurs clandestins, avec ses séquelles inévitables : travail au noir, misère, menace permanente de l'expulsion, rafles, violences policières. Pas de contrôle sans répression, sans des conditions plus dures et plus précaires encore pour tous, alors que sur deux millions de travailleurs étrangers plus d'un million et demi sont célibataires ou séparés de leurs familles, et que tout licenciement place désormais l'ouvrier immigré, à court terme, en situation d'« irrégulier ».

Depuis plusieurs années maintenant, les travailleurs immigrés conduisent, en France, des luttes dures, tendant à se placer de plus en plus sur un terrain de classe, à dépasser (Métro, Sonacotra...) les divisions de nationalité, les limites d'entreprise et de région. Dans une période où les tensions sociales ne cessent de s'accumuler, même si c'est de façon sourde et larvée, il s'agit d'étouffer les premières étincelles de lutte, d'empêcher la propagation de foyers d'agitation. En fait la bourgeoisie vise à paralyser toute la classe ouvrière en vue d'une pression encore accrue sur ses conditions de vie ; et pour cela, il faut prévenir une jonction des travailleurs français et immigrés. D'où les discriminations, l'intimidation, et la dé-

magogie qui tente de dresser les ouvriers français contre les immigrés, les « bons » immigrés contre les autres.

A la pression de classe de la bourgeoisie le prolétariat ne peut répondre qu'en se plaçant sur un terrain de classe : celui de l'union combattante qui est sa première force. Pour se défendre, il ne peut compter ni sur les « démocrates », ni sur les partis soi-disant ouvriers et les directions syndicales à leur botte, qui éduquent les travailleurs au chauvinisme (« Fabriquons français ! »), divisent et sabotent toutes les luttes. C'est patiemment, en renforçant les luttes existantes, en organisant leur défense, en tissant des liens entre elles, en appelant sans relâche à la solidarité active de tous les travailleurs (en particulier français) contre les mesures scélérates, en combattant, dans les syndicats comme hors des syndicats l'œuvre criminelle de l'opportunisme, que les travailleurs les plus sensibilisés à un problème qui, dans un pays impérialiste comme la France, est un problème vital pour souder les rangs ouvriers, prépareront leur défense unitaire — et la riposte de demain.

NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION ! EGALITE TOTALE DES DROITS ! VIVE L'UNION DANS LA LUTTE DE TOUS LES PROLETAIRES, LES SANS-PATRIE !

Extraits d'un tract distribué par notre section de Strasbourg

Solidarité avec ceux de Roth Frères !

PROLETAIRES, CAMARADES,

Le 7 septembre à l'usine Roth Frères de Strasbourg, un mouvement de grève a éclaté à la suite de nombreuses provocations et brimades et de la mise à pied d'une ouvrière. En réalité, cette répression menée par les patrons de Roth Frères préparait le licenciement des travailleurs les plus combattifs pendant la grève de juin. Pour accomplir sa sale besogne, la direction a utilisé une milice casquée et armée, dans le but de créer un véritable climat de terreur.

[...] La grève de trois semaines en juin avait permis aux travailleurs de plusieurs nationalités de s'organiser et de s'unir malgré tous les obstacles et toutes les tentatives de division, ce qui était un grand pas en avant, car c'est l'union des prolétaires qui est leur véritable force. C'est ce début d'union et d'organisation que les patrons de Roth Frères veulent aujourd'hui démolir [...].

PROLETAIRES, CAMARADES !

Face à cette attaque des patrons, les directions syndicales opportunistes se contentent de lamentations [...] et de démarches purement juridiques alors que les patrons, eux, ne s'embarrassent pas des lois (qui ne sont qu'un instrument de domination parmi d'autres au service des capitalistes).

Sous prétexte d'un manque de combativité de la base, l'UD CFTD, lors du meeting du

11 septembre n'a fait que proposer de... reprendre le travail, reportant la préparation de la lutte à la semaine suivante ! En réalité ce prétendu manque de combativité sert à marquer la réelle inertie des directions opportunistes, et à justifier leur refus de préparer sérieusement une véritable riposte. Pourtant les syndicats comme la CFTD et la CGT, qui se vantent de défendre nos intérêts, disposent largement des moyens permettant de susciter une mobilisation de tous les travailleurs.

PROLETAIRES, CAMARADES !

La situation est certes difficile, mais si les patrons parviennent à licencier sans aucune résistance nos camarades, ce sont tous les travailleurs de Roth qui seront soumis à l'arbitraire patronal. Nous, communistes révolutionnaires, savons très bien qu'il serait criminel vis-à-vis des travailleurs (surtout lorsqu'ils sont immigrés) de les appeler sans aucune préparation à des grèves aventuristes. Mais nous sommes également convaincus que, face aux manœuvres de répression et d'intimidation, il est criminel de se croiser les bras et qu'il est indispensable de se préparer tout de suite et sérieusement à une lutte unie et résolue pour défendre nos conditions de vie et de travail. A Roth Frères comme ailleurs, une seule arme, la lutte de classe !

C'est pourquoi nous appelons tous les tra-

vailleurs de chez Roth à préparer activement, dès maintenant, une véritable riposte, en renforçant l'union des travailleurs des différentes nationalités, en organisant des Assemblées Générales permettant de mobiliser les travailleurs et de créer un rapport de force favorable, en désignant un comité de grève chargé de préparer la lutte.

Nous appelons également tous les prolétaires, français et immigrés, et les révolutionnaires sincères à œuvrer dans les syndicats comme hors des syndicats pour que les travailleurs de chez Roth ne restent pas isolés face à la violence et à l'arbitraire des patrons, et à leur manifester une solidarité réelle

— en envoyant des motions et des délégations de soutien,

— en préparant, avec les travailleurs de Roth, une véritable autodéfense ouvrière contre la violence bourgeoise d'où qu'elle vienne,

— en créant un comité de soutien aux travailleurs de chez Roth.

REINTEGRATION IMMEDIATE DE TOUS LES LICENCIES ! HALTE A LA REPRESSON ET AUX INTIMIDATIONS !

POUR L'AUTODEFENSE OUVRIERE, VIVE L'UNION COMBATTANTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS, FRANÇAIS ET IMMIGRES, VIVE LA SOLIDARITE PROLETAIRIENNE !

Parti Communiste International.

Presse du Parti

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 18 DE

il programma comunista

- Miseria, disoccupazione, guerra : queste le grandi promesse del capitale
- Il PCI e Marx : In soffitta o in biblioteca l'importante è liquidarlo
- Sulla via del « partito compatto e potente » di domani
- A proposito del convegno di Bologna : Programma democratico contro la « repressione » o programma comunista contro il sistema borghese ?
- Squilibri nei pagamenti internazionali = indebitamento dei paesi poveri
- Dove va la resistenza palestinese ?
- Germania : « Union sacrée » contro il terrorismo
- Inghilterra : La classe operaia da Birmingham a Blackpool (passando per Londra)
- Svezia : Fa acqua lo Stato assistenziale
- Lotte operaie e nostri interventi : Ferroviari (Roma) Italsider Bagnoli, Lancia di Bolzano, Ex-Mangelli di Forlì, Cuneo



Kommunistisches Programm

LAS TESIS CARACTERISTICAS DEL PARTIDO

seguidas de
LO QUE DISTINGUE A NUESTRO PARTIDO
precio : 4 F

La grève des nettoyeurs du métro

— Leçons et bilan —

En arabe ou en français, prix : 4 F

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e dimanche de chaque mois, donc le 9 octobre et le 13 novembre, de 10 h à 12 h, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 10 h à 12 h (derrière l'Eglise) le premier dimanche de chaque mois soit le 6 novembre.

● A Lyon : nous communiquerons dans le prochain journal la nouvelle date des permanences.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1 bd Roosevelt.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le troisième dimanche de chaque mois, soit le 20 novembre.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zürich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le premier et le troisième samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, soit le 5 et le 19 novembre, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926